



MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Liberté
Égalité
Fraternité

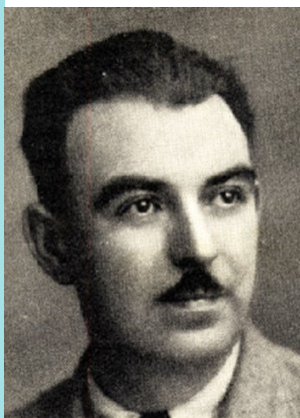
André PHILIP

(1902 - 1970)

Comité
d'histoire

des ministères chargés de la jeunesse et des Sports

« Un engagement total dans le monde »



Universitaire engagé en politique, théoricien et homme d'action, André Philip présente une personnalité méconnue que l'on pourrait qualifier de complexe si elle n'était au contraire avant tout marquée par une grande rectitude, un refus des compromis, et une ardente volonté d'engagement qui l'a amené de la Résistance à la création des Maisons des jeunes et de la culture (MJC), dont il a présidé la Fédération nationale pendant vingt ans.

Jeune professeur d'université, protestant et socialiste

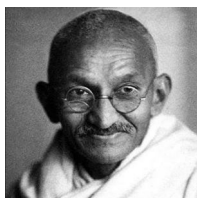
André Philip naît le 28 juin 1902 au sein d'une famille protestante cévenole. Il adhère très jeune à la SFIO en même temps que son ami [Léo Lagrange](#), étudiant en droit comme lui. Passionné de philosophie, grand voyageur, il bénéficie d'une bourse pour effectuer un séjour à l'université Columbia de New York. Reçu premier à l'agrégation d'économie politique, auteur d'une thèse sur le syndicalisme britannique, il est nommé à 24 ans professeur d'université à Lyon.



Il s'engage simultanément à la Ligue des droits de l'homme et dans diverses associations chrétiennes. Dans un hommage posthume, Léo Hamon dira que son action a été caractérisée par « un engagement total dans le monde¹ », conforté par son mariage avec Mireille Cooreman, élevée par

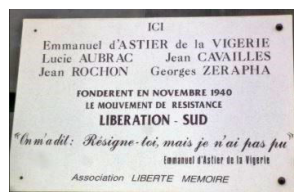
un pasteur protestant et partageant les mêmes valeurs.

En 1928-29, il passe six mois en Inde, où il rencontre Gandhi.



Un parlementaire engagé

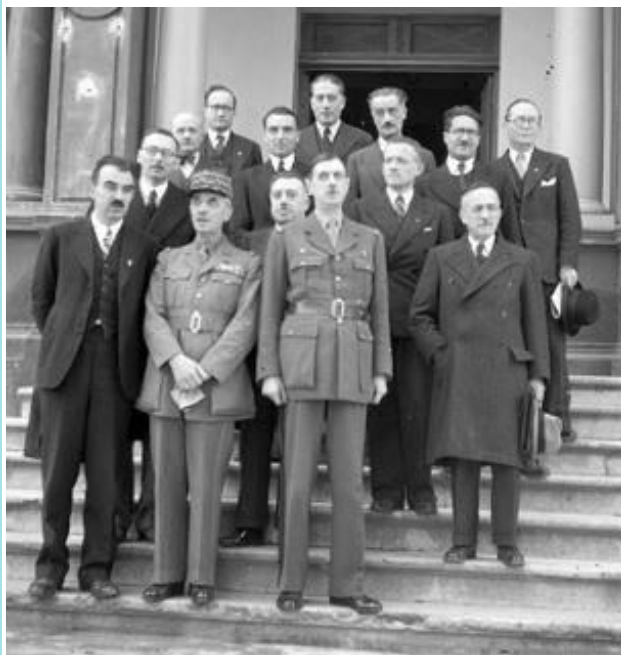
Il adhère au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et est élu député du Rhône en 1936. Il est alors l'un des rares parlementaires socialistes doté de compétences économiques et rapporte le projet de loi emblématique sur le passage aux 40 heures. Pacifiste (il a défendu les objecteurs de conscience), il condamne pourtant les accords de Munich. Le 14 juillet 1940 il fait partie des 80 parlementaires qui refusent d'accorder les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Très vite, il s'engage dans la Résistance intérieure, crée le Comité d'action socialiste en 1941 et participe au mouvement Libération Sud, fondé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie.



Son engagement, connu des autorités, lui vaut une révocation de la part du régime de Vichy².

En juillet 1942, premier socialiste de ce rang à le faire, il rejoint à Londres le général de Gaulle, qui le nomme Commissaire à l'intérieur. C'est à ce titre qu'il est amené un temps à suivre les questions de jeunesse.

Connaissant bien les États-Unis pour y avoir effectué plusieurs séjours en tant qu'étudiant universitaire, il est chargé également d'aller négocier auprès de Roosevelt la reconnaissance de la France libre, mais subit un échec cuisant. Il suit de Gaulle à Alger en mai 1943, et est chargé



Alger, 1943—André PHILIP est au premier rang, à gauche

des relations avec l'Assemblée consultative au sein du Comité français de libération nationale. C'est également lui qui signe l'ordonnance du 2 octobre 1943 sur l'agrément, texte qui restera en vigueur pendant plus de quarante ans pour les groupements sportifs et près de soixante pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Empreintes d'admiration réciproque, les relations avec de Gaulle sont marquées cependant par une différence de tempérament. Dans une lettre qu'il lui adresse le 27 juin 1943, André Philip dénonce l'orgueil du général, sa dureté « inutilement blessante » et son « manque de charité ». De son côté, de Gaulle ironise parfois sur les « bouillantes idées » de cet esprit imaginaire et passionné².

Ministre de la IV^{ème} République

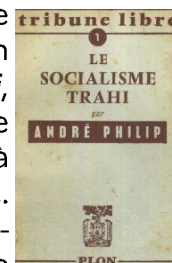
Après la guerre, il participe à l'élaboration de la Constitution de la IV^{ème} République. Élu à nouveau député du Rhône en 1946, il est ministre de l'Économie et des Finances en 1946-1947 dans trois

gouvernements successifs. Il y crée l'INSEE.

Battu en 1951, il siège dès lors au Conseil économique et social et s'engage résolument en faveur de l'Europe : en 1947, il participe à la création du Conseil français pour l'Europe unie, relais du *United Europe Movement* fondé par Winston Churchill, prolongé à partir de 1950 par le Mouvement Européen-France, présidé par Raoul Dautry, dont il est le délégué général (1950-1964) tout en présidant le Mouvement démocratique et socialiste pour les États-Unis d'Europe (1949-1964).

André Philip voit en effet dans l'unité européenne l'occasion de concrétiser les principes socialistes et internationalistes qui lui tiennent à cœur depuis toujours.

En 1958, il est cependant exclu de la SFIO pour avoir critiqué la politique répressive de Guy Mollet en Algérie (*Le Socialisme trahi*, 1957). Il rejoint le PSA puis le PSU avant de se rapprocher à nouveau du général de Gaulle. Il reprend ses activités de professeur d'économie politique et enseigne jusqu'en 1967, à l'université de Lyon puis à la Sorbonne. Œuvrant enfin en faveur du développement de ce qu'on appelait alors le Tiers-Monde, il préside durant les dernières années de sa vie le centre de développement de l'OCDE.



Le fondateur des MJC

Engagé dès sa jeunesse dans l'éducation populaire, André Philip crée en septembre 1944, à son retour d'Alger, la République des jeunes, association fédérative qui regroupe mouvements de jeunesse et syndicats.

Ce projet, qui réactive celui des clubs de loisirs de Léo Lagrange, est en phase avec la [direction](#) des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire de Jean Guéhenno, qui évoque (novembre 1944) la perspective de « maisons des jeunes ». Cette action préfigure la création en 1948 de la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture, qu'il préside pendant vingt ans.

André Philip nourrit de grandes ambitions pour ces lieux d'accueil, d'apprentissage et de diffusion culturels qui pourraient jouer sous la IV^{ème} République le rôle, dit-il, que l'école publique a rempli sous la III^{ème}.

De fait, durant les années cinquante et soixante, les MJC se développent considérablement (110 en 1950, 170 en 1959, 1100 en 1968 : la croissance commence en septembre 1959, au rythme d'une par semaine...). André Philip incarne le dialogue « organique » (le terme est de lui) entre les associations et l'État, qui dispose bientôt d'une administration autonome avec un



Haut-commissariat puis un secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports confié à Maurice Herzog (1958-1966). Le FONJEP (1964), exemple majeur du modèle de « cogestion » prôné par Herzog, est créé en premier lieu pour financer les postes de directeurs de MJC.

S'ouvre ensuite une période plus difficile : s'alarmant d'une politisation supposée des MJC sous l'influence de leurs directeurs et animateurs, le ministre François Missoffe entreprend avec les « Mille Clubs » un programme alternatif d'animation sans animateurs.

Se sentant déjugé à la fois par le gouvernement et par les permanents affiliés à la CGT, André Philip démissionne en avril 1968 en mettant en cause cette double opposition et la fin d'une éthique caractérisée par un esprit de « coresponsabilité ». Il avait d'ailleurs écrit : « *l'éducation populaire a pour but la formation d'un homme responsable, capable de jouer son rôle dans une société devenue responsable*³ ».



Un engagement familial partagé, un legs vivant

André Philip meurt le 5 juillet 1970. Son fils Olivier (1925-2013), résistant à 18 ans, énarque, fut le directeur du cabinet de Maurice Herzog de 1958 à 1964. Il terminera sa carrière de haut fonctionnaire comme préfet d'Île-de-France.

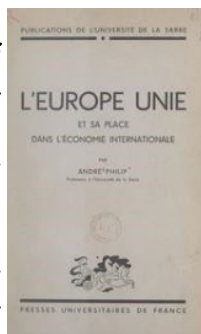


La fille de ce dernier, Martine, poursuivant l'engagement familial, sera inspectrice de la jeunesse et des sports de 1980 à 2017.

« *Virtuose de la parole et de la pensée* » selon Emmanuel d'Astier de la Vigerie⁴, André Philip a régulièrement impressionné

ses interlocuteurs par son agilité intellectuelle.

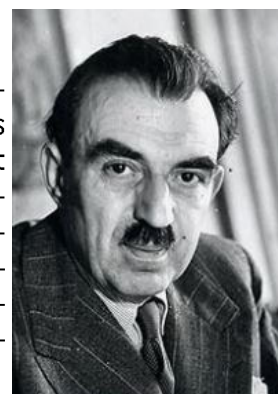
Auteur de quantité d'ouvrages, il y évoque sa « foi démocratique » et son engagement pour le christianisme social et un socialisme humaniste. Il est resté toute sa vie engagé au sein du protestantisme français. Les références aux valeurs chrétiennes, atypiques pour un homme de gauche, sont pourtant constantes, y compris dans ses échanges parfois critiques et très directs avec de Gaulle qui, malgré leurs différends, lui gardera « une haute estime pour son talent et pour ses convictions⁵ ».



Sa femme, Mireille, a passé la plus grande partie de la Seconde guerre mondiale au Chambon-sur-Lignon, village-refuge pour les Juifs, qu'un réseau de résistants protestants accueillait et faisait partir notamment vers la Suisse. Coupée de son mari et de ses cinq enfants pour des raisons de sécurité, elle y était plus particulièrement chargée de la réalisation de faux papiers. Elle sera reconnue comme Juste parmi les nations, mais refusera délibérément toute reconnaissance officielle.



Quant à l'héritage associatif d'André Philip, il est éloquent, puisque les maisons des jeunes et de la culture existent toujours et comptent aujourd'hui un millier de structures locales.



Fabrice LANDRY

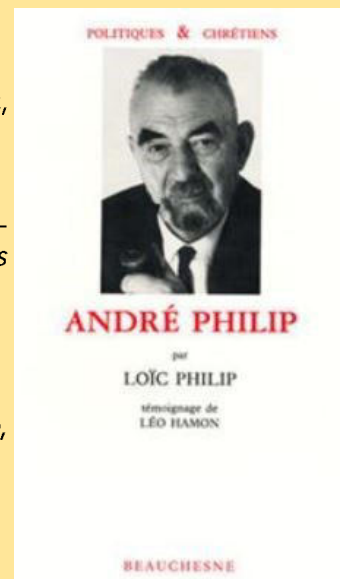
Inspecteur principal de la jeunesse
et des sports
Agrégé d'histoire

Novembre 2025



Notes

- ¹ Postface à la biographie d'André Philip par son fils Loïc, Beauchesne, 1988.
- ² *Mémoires de guerre, III Le Salut 1944-1946*, Paris, Plon, 1959.
- ³ Dans une lettre à Jacques Maritain du 4 août 1942, André Philip évoque « l'effroyable prostitution des valeurs spirituelles réalisée par Vichy ».
- ⁴ *La gauche, mythes et réalités*, Flammarion, 1964.
- ⁵ *7x7 jours*, La Guilde du livre, 1956
- ⁶ Archives personnelles, cité par Loïc Philip, *André Philip*, Beauchesne, 1988.



Liens et références

- *André Philip, Socialiste, patriote, chrétien*, Actes du colloque de mars 2003 à l'Assemblée nationale, publiés sous la direction scientifique de Christian Chevandier et Gilles Morin, Comité pour l'histoire économique de la France/IGPDE, 2005.
- Laurent Besse, *Les MJC, de l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes 1959-1981*, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Patrick Cabanel, *Mireille Philip, passeuse de frontières*, Ampelos, 2023.

<https://maitron.fr/spip.php?article87228>